TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BESANÇON

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE NANCY

Demande de réinscription au tableau annuel des experts établi auprès de la cour administrative d'appel de Nancy et des tribunaux administratifs du ressort de cette Cour
(Article R. 221-13 du code de justice administrative)

A faire parvenir **avant le 15 septembre 2025**,
à la Cour administrative d'appel de Nancy
Uniquement par mail : secretariat-presidence.caa-nancy@juradm.fr

ou par **France Transfert : https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload**
(Pour des raisons de sécurité, aucune autre plateforme de téléchargement ne peut être utilisée.)

Se conformer strictement à la liste des pièces demandées

1. Identité

Nom : ……
Prénoms : ……
Date et lieu de naissance : ……

2. Adresses

- **Adresse professionnelle :** ……
- **Téléphone :** ……
- **Télécopie :** ……
- **Courrier électronique :** ……
- **Adresse postale :** ……

3. Domaine(s) de compétence au titre duquel ou desquels le candidat était précédemment inscrit

(Suivant la nouvelle nomenclature visée par l'arrêté du 18 juin 2023)
Pour l'ajout de nouvelles catégories : Il convient de déposer un dossier « Inscription initiale »

1. ……
2. ……
3. ……
4. ……
5. ……
6. ……

7. Domaine(s) de compétence au titre duquel ou desquels le candidat demande sa réinscription

(Se référer à la nomenclature visée par l'arrêté du 18 juin 2023)

1. ……..
2. ……..
3. ……..
4. ……..
5. ……..
6. ……..
7. ……..
8. ……..

5. Justifications de la candidature à la réinscription

- Diplômes ou titres universitaires obtenus et évolution professionnelle depuis la précédente inscription au tableau (précisez les dates).

- Activité professionnelle, autre que l'expertise, actuellement exercée ou date de cessation d'activité.

- **Nombre** d'expertises effectuées pour le compte des juridictions administratives et judiciaires depuis 5 ans (y compris en qualité de sapiteur).

- **Nombre** d'expertises en cours pour le compte des juridictions administratives et judiciaires (y compris en qualité de sapiteur).

- Rappel des missions remplies depuis la précédente inscription au tableau spécialement valorisantes en raison de leur ampleur, de leur difficulté, de leur retentissement ou de l'excellence des résultats obtenus.

- **Liste** des travaux scientifiques, techniques et professionnels réalisés, publications et communications effectuées depuis la précédente inscription au tableau spécialement valorisantes en raison de leur ampleur, de leur difficulté ou de leur retentissement. (Ne pas transmettre de rapports ou photos).

- **Liste** des formations juridiques générales et formations à l'expertise suivies depuis la précédente inscription au tableau (précisez la date et la nature de ces formations ainsi que l'organisme qui les a dispensées et éventuellement le diplôme ou certificat obtenu).

- Autres éléments de nature à justifier la qualité de la candidature.

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e), (NOM Prénom) ……..

certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du président de la cour administrative d'appel de Nancy toutes modifications susceptibles d'intervenir dans ma situation.

J'affirme ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pénale ou d'une sanction disciplinaire pour des faits incompatibles avec l'exercice d'une mission d'expertise.

Je m'engage à ne pas effectuer, pendant la durée de mon inscription au tableau, d'activité incompatible avec l'indépendance et l'impartialité des missions d'expertise auprès des juridictions administratives.

Les organismes de droit public ou privé intervenant dans mon domaine d'activité avec lesquels j'entretiens des liens directs ou indirects sont les suivants :
……
……
……

Je m'engage à faire connaître au président de la juridiction, ou au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, tous les faits ou situations de nature à porter atteinte à mon indépendance, et notamment, avant d'être désigné comme expert ou sapiteur, les raisons qui pourraient s'y opposer, conformément à l'article R. 621-5 du code de justice administrative.

Je m'engage à respecter les causes de récusation énoncées à l'article R. 621-6 du code de justice administrative et, si je m'estime récusable, à en faire une déclaration immédiate au président de la juridiction, ou au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat.

Je m'engage à signaler les liens, réguliers ou épisodiques, que je pourrais entretenir avec l'une ou plusieurs des parties au litige, ou assureurs de ces parties, dès lors que l'identité de ces parties, ou de leurs assureurs, m'est connue à la date de ma désignation en qualité d'expert ou de sapiteur ou m'est révélée au cours de ma mission d'expertise.

Je m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'expert avec diligence et à réaliser personnellement les expertises qui me seront confiées.

A ……
le …….

Signature

LISTE DES PIÈCES À JOINDRE À LA DEMANDE DE REINSCRIPTION

1. Lettre de motivation ;

2. Copie d'une pièce d'identité ou d'un titre de séjour en cours de validité ;

3. Pour les personnes n'exerçant plus d'activité professionnelle : justificatif de domicile ;

4. Déclaration d'affiliation à l'URSSAF (le cas échéant) ;

5. Pour les dirigeants de sociétés : K *Bis* et numéro d'inscription SIRET ;

6. Pour les auto-entrepreneurs : option pour le statut d'auto-entrepreneur ;

7. Pour les salariés : attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les éventuelles expertises pendant son temps de travail ;

8. Pour toute profession relevant d'un ordre professionnel, joindre l'attestation d'inscription ;

9. Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat : autorisation de cumul d'activité délivrée par l'autorité dont vous relevez ;

10. Justificatif de l'exercice d'une activité professionnelle, **autre que l'expertise**, moins de deux ans avant le 15 septembre de l'année au cours de laquelle est présentée la demande, dans le domaine de compétence au titre duquel la réinscription est demandée (sauf première réinscription).

11. Copie des diplômes et titres universitaires obtenus **depuis la précédente inscription** au tableau, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères ;

12. Copie des diplômes ou certificats de formation à l'expertise obtenus **depuis la précédente inscription** au tableau (le cas échéant) ;

13. **Liste** des publications et travaux effectués depuis la précédente inscription au tableau.

Merci de bien vouloir transmettre vos pièces UNIQUEMENT au format PDF numérotées et nommées.